

Journal de 20 heures
Dans le camp de Bukavu des responsables de
massacres se mêlent aux milliers de réfugiés.
Certains sollicitent même l'aide
d'organisations humanitaires

Dominique Bromberger

TF1, 29 juillet 1994

François Léotard a déploré que la France se soit trouvée bien seule jusqu'à présent pour faire face au drame rwandais.

[Dominique Bromberger :] Et Edouard Balladur a annoncé aujourd'hui à Abidjan que le retrait des soldats français engagés au Rwanda avait d'ores et déjà commencé. 180 militaires des 2 500 militaires de l'opération Turquoise sont rentrés, 120 autres regagneront la France dans les prochains jours. Les soldats français seront peu à peu remplacés par des soldats africains.

De son côté le ministre de la Défense, François Léotard, a déploré au cours d'une visite à Washington que la France se soit trouvée bien seule jusqu'à présent pour faire face au drame rwandais.

[François Léotard, "Ministre de la Défense" : "La France n'est pas à elle seule l'Organisation des Nations unies. Et c'est un peu... effrayant de voir que, euh..., à chaque fois qu'il y a un besoin de cette nature, euh..., on se tourne vers le seul pays qui le fournit, c'est-à-dire la France! Pour nous c'est un honneur, bien entendu. Mais c'est aussi une charge considérable. Alors je ne comprends pas très bien pourquoi on ne trouve pas – dans le monde! – les pays européens bien sûr, occidentaux, mais aussi africains qui accepteraient de prendre une partie du fardeau".]

Les autorités françaises tentent de favoriser le retour des réfugiés dans leur pays. Un certain mouvement s'est même amorcé en ce sens. Mais un problème

reste posé du fait de la présence de miliciens responsables des massacres au milieu des camps. Arnaud Lapeyre.

[Arnaud Lapeyre :] Ce soldat français fouille des réfugiés susceptibles d'avoir dissimulé des armes [en fait de réfugiés, la personne fouillée montrée à l'image est un soldat rwandais]. Nous sommes à Bukavu dans le Sud du Rwanda [un militaire français vérifie la carte d'identité de civils rwandais]. Dans ce camp, des responsables de massacres se mêlent aux milliers de réfugiés. Certains sollicitent même l'aide d'organisations humanitaires comme l'explique cette infirmière de MSF [on voit une femme blanche s'entretenir en anglais face caméra].

Leur comportement suspect dissimule mal les exactions passées. L'un des prêtres officiant dans ce camp a réuni des témoignages et des documents sur les massacres. Il affirme que, sous la contrainte, des hommes ont tué de façon planifiée [on voit un prêtre noir discuter avec une femme blanche]. Ces documents, il les a transmis à la commission des crimes de guerre de l'ONU. Mais il n'y a pas de police à Bukavu. Et certains responsables de tueries ont trouvé refuge en toute impunité dans le camp.

Mais l'urgence, c'est d'abord assurer la survie des centaines de milliers de réfugiés de Goma. Leur retour vers le Rwanda s'effectue de façon progressive. Des centaines d'entre eux – parfois juchés sur le toit de bus – ont parcouru les 50 kilomètres qui les séparaient du camp de Kitali. Avant le retour vers la capitale, les personnels d'encadrement s'entourent du maximum de précautions [on voit un bus de l'ONATRACOM sur lequel se trouve inscrit : "Japon - Rwanda, coopération 1993"].

[Un homme noir : "On transporte d'abord les malades, les vieillards et les enfants. On a commencé par ceux-là. Et... alors qu'on fait cinq bus, il y a dans un bus à peu près une..., 150 personnes".

Un autre homme noir : "Pour que... on établisse des conditions, euh..., avec le FPR pour que nos réfugiés puissent réintégrer leurs biens".]

Mais l'incertitude n'encourage pas les retours massifs. Pour l'instant, 60 000 réfugiés ont franchi la frontière. Il reste encore plus d'un million d'entre eux à Goma [diffusion d'images du camp de Kitali].

[Dominique Bromberger :] Les affrontements ethniques s'étendent, euh, au Burundi voisin : 2 000 personnes, en majorité des Tutsi, ont été tuées au cours de la semaine écoulée.